

## ESPAGNE

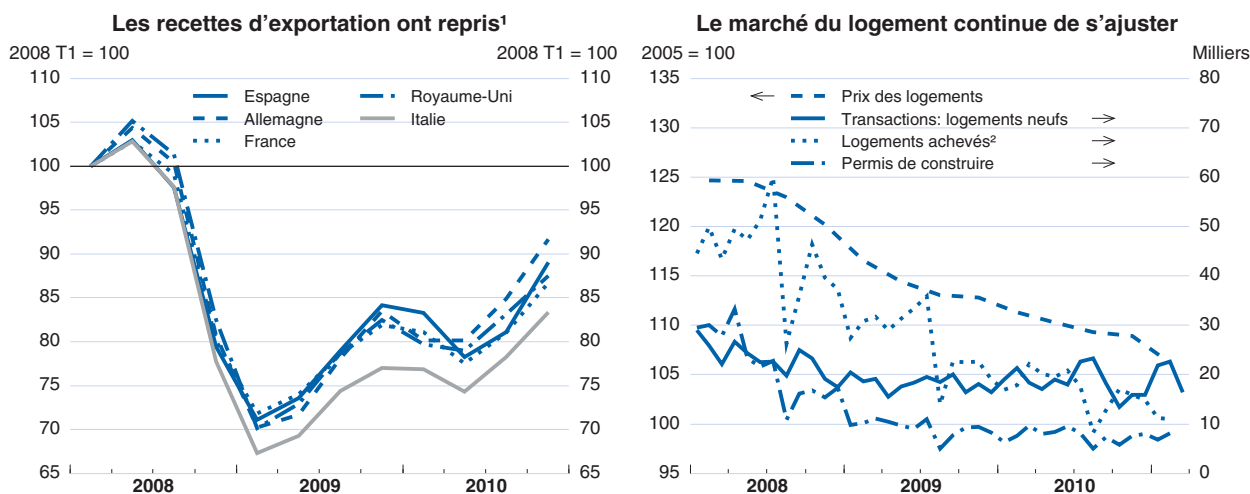
La croissance économique devrait se renforcer peu à peu, atteignant 1 % en 2011 et 1½ pour cent en 2012, avec l'atténuation de l'effet modérateur lié au repli de la construction de logements, et l'amélioration de la situation internationale. La reprise de la croissance entraînera une lente diminution du taux de chômage, qui devrait revenir aux alentours de 19 % à la fin de 2012. La hausse des prix à la consommation aura tendance à ralentir, une fois dissipée l'influence du renchérissement de l'énergie et des denrées alimentaires ainsi que du relèvement des taux de TVA.

Selon les prévisions, le déficit budgétaire reviendra de 9.2 % du PIB en 2010 à 6.3 % en 2011, puis 4.4 % en 2012, essentiellement sous l'effet de mesures de diminution des dépenses. Certaines des coupes dans les dépenses prévues pour 2012 doivent encore être précisées et le gouvernement devrait se tenir prêt à en prendre d'autres au besoin. Afin de stimuler la création d'emplois, il conviendrait d'assouplir l'obligation légale faite à toutes les entreprises du secteur d'appliquer les conventions collectives négociées au niveau sectoriel. Il faudra alléger davantage le coût des licenciements de salariés titulaires d'un contrat permanent, pour se rapprocher d'un régime contractuel unifié.

### La fragile reprise s'est quelque peu accélérée

Le PIB réel a progressé de 0.3 % premier trimestre de 2011, les exportations s'étant fortement développées, sous l'impulsion de la reprise dans la zone euro ainsi que de l'essor des ventes à destination de l'Amérique du Sud et d'autres économies émergentes. La production industrielle s'est renforcée et la bonne tenue des revenus du tourisme a soutenu les recettes d'exportation de services. La demande extérieure a dopé les dépenses d'équipement des entreprises. La croissance de la consommation des ménages a ralenti car le revenu disponible réel a souffert du renchérissement du pétrole, qui a porté la hausse de l'indice des prix à la consommation à 3.5 % en avril. Les pertes d'emploi se sont

### Espagne



1. Exportations de biens et services, valeur en dollars des États-Unis dans l'optique des comptes nationaux.

2. Logements finis approuvés par le Collège des géomètres experts. Non compris les logements commandés par des coopératives, des personnes physiques et des groupements de propriétaires.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 89, Instituto Nacional de Estadística, Banco de España et Ministerio de Fomento.

## Espagne : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 053.5	0.9	-3.7	-0.1	0.9	1.6
Consommation privée	604.4	-0.6	-4.2	1.2	0.4	1.6
Consommation publique	193.5	5.8	3.2	-0.7	-1.7	-1.3
Formation brute de capital fixe	323.2	-4.8	-16.0	-7.6	-3.4	2.0
Demande intérieure finale	1 121.1	-0.7	-6.0	-1.2	-0.8	1.1
Variation des stocks <sup>1</sup>	3.2	0.1	0.0	0.1	-0.1	-0.1
Demande intérieure totale	1 124.3	-0.6	-6.0	-1.1	-0.9	1.0
Exportations de biens et services	283.3	-1.1	-11.6	10.3	9.9	8.7
Importations de biens et services	354.1	-5.3	-17.8	5.4	2.9	6.6
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 70.8	1.5	2.7	1.0	1.8	0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	0.6	1.0	1.2	0.9
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	4.1	-0.2	2.0	2.9	0.9
Déflateur de la consommation privée	—	3.5	0.1	2.8	3.0	0.9
Taux de chômage	—	11.3	18.0	20.1	20.3	19.3
Taux d'épargne des ménages <sup>2</sup>	—	6.6	11.9	6.3	4.0	3.7
Solde des administrations publiques <sup>3</sup>	—	-4.2	-11.1	-9.2	-6.3	-4.4
Balance des opérations courantes <sup>3</sup>	—	-9.6	-5.2	-4.5	-2.9	-2.3


Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible.

3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932433364>

poursuivies, tandis que le taux de chômage s'est stabilisé au-dessus de 20 %. Les prix des logements ont perdu quelque 20 % par rapport à leur sommet en termes réels et ont poursuivi leur repli au premier trimestre de 2010, en partie sous l'effet du retrait des avantages fiscaux dont bénéficiaient les propriétaires-occupants. Le repli de la construction de logements se situe à un stade avancé, mais l'activité devrait rester médiocre pendant quelque temps, compte tenu de la surabondance de logements invendus.

**Le nécessaire  
assainissement budgétaire  
fragilise l'activité  
économique**

Le relèvement des taux de TVA, introduit en 2010, et la hausse des taxes sur le tabac et les carburants devraient accroître les recettes fiscales de ½ point de PIB en 2011. Les administrations régionales et locales ont également relevé les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt immobilier. Les réductions de dépenses devraient représenter 2½ pour cent du PIB environ en 2011. Les mesures de compression des dépenses comprennent de nouvelles coupes de l'investissement public, ainsi que des salaires du secteur public et de l'emploi à tous les niveaux d'administration ainsi que la suppression de prestations pour enfants à charge. La plupart des prestations de retraite sont gelées en termes nominaux. En 2012, l'emploi public continuera de

faire l'objet de réductions et l'administration centrale a annoncé de nouvelles coupes de ses dépenses de consommation et de transfert, même si elles doivent encore être précisées. Enfin, le gouvernement a annoncé une diminution des dépenses publiques d'investissement, qui restent élevés par rapport à d'autres pays, et ce, dans les proportions qu'il faudra pour respecter l'objectif de déficit budgétaire pour l'ensemble des administrations publiques. Selon les prévisions, cet objectif de 4.4 % du PIB sera atteint.

**Les primes de risque sur les taux des obligations d'État restent fortes**

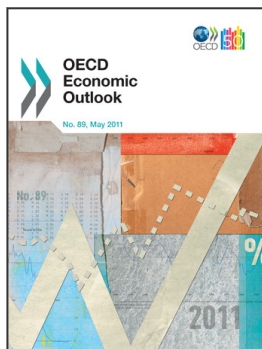
En avril 2011, les primes de risque sur les titres de la dette publique étaient stabilisées en-deçà des sommets atteints en 2010, malgré les turbulences qui continuent de secouer les marchés des obligations d'État de la zone euro. Les autorités ont pris plusieurs mesures visant à atténuer les risques perçus par les investisseurs. Les banques ont été contraintes de publier des informations détaillées sur leurs engagements à l'égard du secteur immobilier. Les exigences de fonds propres ont été durcies. Les caisses d'épargne, qui ont subi une restructuration mais dont les engagements à l'égard des promoteurs immobiliers sont considérables, auront besoin d'injections de capitaux à hauteur de 1.4 % du PIB, dont une partie sera financée par le gouvernement, en vue de satisfaire à ces nouvelles exigences. Les engagements des intermédiaires financiers espagnols à l'égard des débiteurs portugais se concentrent dans le secteur privé non financier, moins touché par la crise de la dette. Une réforme du système public de retraite qui doit être adoptée par le Parlement réduira l'augmentation escomptée à long terme des dépenses au titre des retraites et renforcera les incitations à travailler. La hausse des taux d'intérêt à court terme alourdira, avec un décalage de l'ordre d'un an, les coûts du service de la dette des ménages.

**La lenteur de la croissance maintiendra le chômage à un niveau très élevé**

La croissance du PIB ne devrait reprendre de la vigueur que progressivement, sous l'effet de la demande extérieure et d'un essor modéré de la consommation des ménages. Les résultats des négociations collectives indiquent que les salaires augmenteront peu en 2011, ce qui renforcera la compétitivité du pays et, partant, contribuera à réduire encore le déficit de la balance courante. Le taux de chômage devrait revenir aux alentours de 19 % d'ici la fin de 2012.

**Dans l'ensemble, les risques sont équilibrés**

En ce qui concernent les risques de détérioration, les primes de risque souverain pourraient demeurer importantes, notamment si la perception du risque souverain augmente dans l'éventualité d'une restructuration de la dette dans la zone euro. La persistance d'une prime de risque élevée sur le taux des obligations d'État pourrait entraîner une détérioration des conditions de financement dans le secteur privé. Quant aux facteurs d'amélioration, la vigueur des exportations pourrait stimuler davantage l'investissement. De grandes réformes du système de négociations collectives, qui sont actuellement examinées par les partenaires sociaux, devraient relancer la création d'emplois.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2011), « Espagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2011-1-35-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-35-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).